

APPROCHE DE
GESTION PACIFIQUE
DES RESSOURCES
NATURELLES
DANS LE LIPTAKO
GOURMA



Approche pour une gestion pacifique des ressources naturelles dans le Liptako Gourma

Soutenir le rétablissement de la paix dans la région transfrontalière du Mali,
Burkina Faso et Niger

Produit par:



Avec le soutien de :



THE GOVERNMENT
OF THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG

Rapport

Approche pour une gestion pacifique des ressources naturelles dans le Liptako Gourma

Soutenir le rétablissement de la paix dans la région transfrontalière du Mali, Burkina Faso et Niger

Collaborateurs et clause de non-responsabilité : Le projet "Pour une approche plus environnementale de la paix dans la Liptako Gourma" est mis en œuvre dans le cadre d'un partenariat entre TrustWorks Global (TWG) et l'Institut européen de la paix (EIP). Le projet est financé par le Grand-Duché de Luxembourg. Cette note exprime les points de vue des organisations chargées de la mise en œuvre et les partenaires engagés dans ce projet, mais il ne représente pas les points de vue ou la politique officielle du Grand-Duché de Luxembourg.

Licence : Cette note est protégée par les droits d'auteur de TWG et de EIP. Cette publication peut être reproduite en tout ou en partie et sous quelque forme que ce soit à des fins éducatives ou non lucratives sans autorisation spéciale du détenteur des droits d'auteur, à condition que la source soit mentionnée. Cette note ne peut être utilisée à des fins commerciales.

Contents

À propos de ce document	4
1. Logique	5
1.1 Contexte	
1.2 Gestion des ressources naturelles pour une paix durable dans le Liptako Gourma	
2. Principes pour une gestion des ressources naturelles favorable à la paix	11
3. Points d'entrée pour la gestion positive de la paix des ressources naturelles clés	12
3.1 Approches fondées sur les données	
3.2 Gouvernance inclusive et engagement des parties prenantes	
3.3 Des communications claires et des informations juridiques	
3.4 Mécanismes efficaces de réclamation et de respect des règles	
3.5 Suivi et flexibilité	
3.6 Résilience climatique	
4. Autres lectures	14

À propos de ce document

Les différends concernant la propriété, l'accès et les bénéfices des ressources naturelles telles que les terres pour l'agriculture ou l'élevage itinérant, les points d'eau, les ressources minérales et les forêts - y compris les aires protégées - alimentent et prolongent les conflits violents dans la région frontalière du Liptako Gourma entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Ces pays luttent contre des insurrections djihadistes de plus en plus répandues depuis 2015 et ont également connu une grave instabilité politique, avec cinq coups d'État dans les trois pays depuis 2020.

De même que la mauvaise gestion des ressources naturelles peut être à l'origine d'un conflit, une meilleure gestion des ressources naturelles peut favoriser la paix. Ces causes profondes sont également exacerbées par la dynamique du changement climatique et de la dégradation de l'environnement. Ce document présente la logique, les principes et les points d'entrée d'une gestion des ressources naturelles favorable à la paix dans la région du Liptako Gourma. Les approches "positives pour la paix" peuvent favoriser des méthodes non violentes pour résoudre les conflits concernant le contrôle, l'accès et les bénéfices des ressources, réaffirmer le rôle de l'État et/ou des autorités traditionnelles dans la résolution des conflits liés aux ressources, soutenir les "infrastructures pour la paix" (c'est-à-dire les normes sociales et les institutions qui contribuent à prévenir et à résoudre la violence), et s'attaquer aux principaux facteurs à l'origine de l'insécurité des moyens de subsistance dans la région du Liptako Gourma.

Ce document n'est pas une "feuille de route" et n'est pas non plus censé fournir une "solution miracle". De plus, une gestion des ressources naturelles favorable à la paix ne peut à elle seule résoudre des problèmes de gouvernance politique, économique et sociale profondément enracinés, ni apporter une paix durable à cette région. Face aux niveaux extrêmes de violence présents dans certaines zones du Liptako Gourma, la gestion des ressources naturelles favorable à la paix peut être plus efficace en tant que mécanisme de prévention des conflits, en veillant à ce que les conflits de haute intensité ne s'étendent pas davantage, et pour soutenir les mécanismes d'adaptation et de résilience, ainsi qu'un moyen d'accompagner les transitions vers la stabilité.

Ce qui suit est une collection de principes, de bonnes pratiques et de points d'entrée programmatiques pour informer la conception participative et à plusieurs niveaux d'une telle stratégie par les acteurs locaux, nationaux et régionaux au Mali, au Burkina Faso et au Niger ainsi que leurs partenaires internationaux pour mieux gouverner les ressources naturelles dans la région du Liptako Gourma. L'espoir est que ces changements progressifs, associés à des stratégies de médiation respectueuses de l'environnement - décrites dans la note stratégique ci-jointe - puissent contribuer à terme à des efforts de médiation mieux fondés et à une paix plus durable dans cette région troublée.

1. Logique

1.1 Contexte

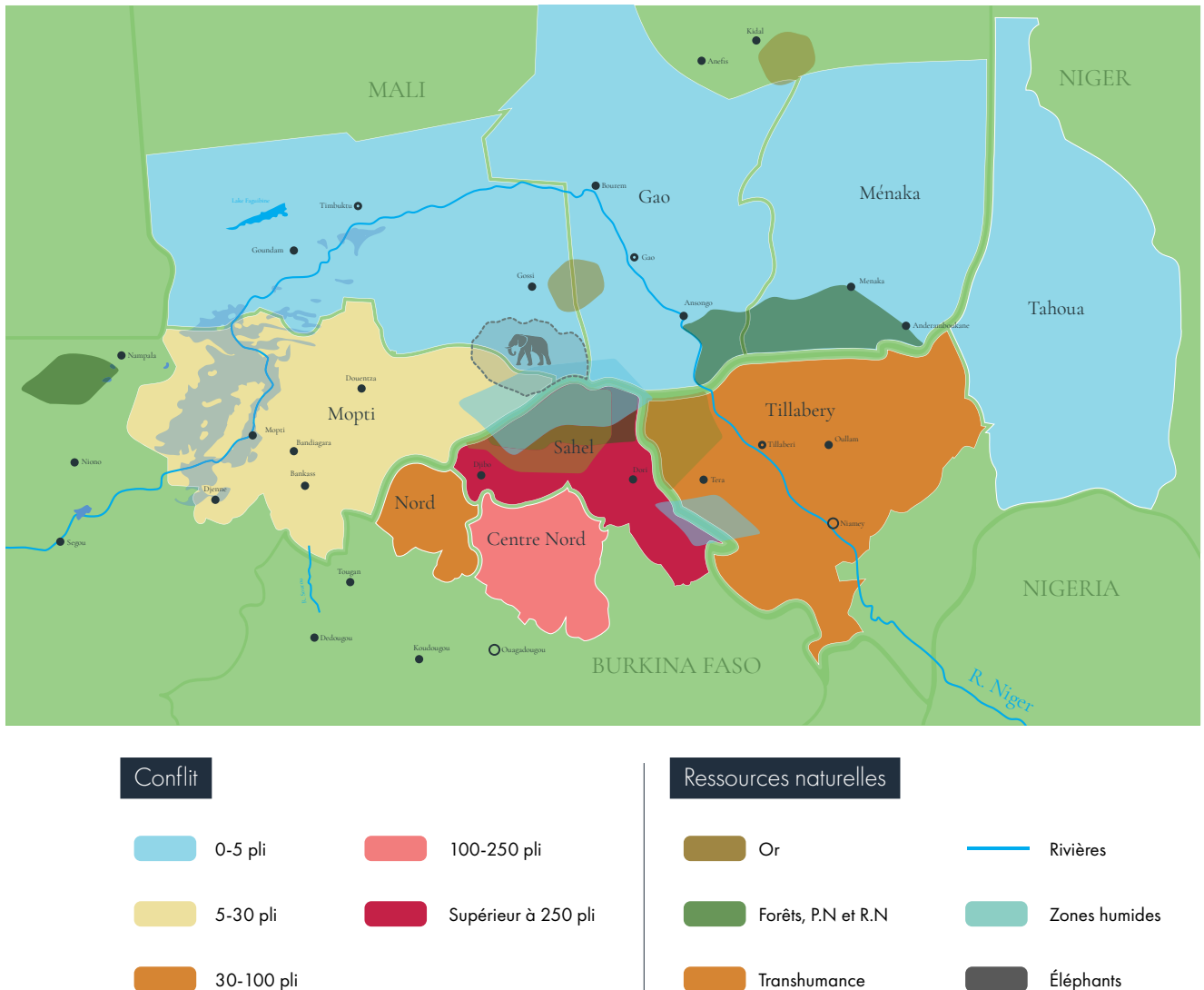
La région du Liptako-Gourma - une région de 370 000 km² peu peuplée et à l'environnement difficile, à cheval sur les frontières du Mali, du Burkina Faso et du Niger - est prise dans un cycle de conflits violents qui s'aggrave depuis 2015. Cette situation est le résultat d'une crise complexe de gouvernance politique, économique et sécuritaire, qui est aggravée par la variabilité climatique, la mauvaise gouvernance, la concurrence pour des ressources rares et les pressions démographiques.

Au cours des huit dernières années, la violence s'est propagée du nord du Mali au Burkina Faso et au Niger, entraînant une crise humanitaire concentrée qui a fait 30 000 morts et 2,8 millions de personnes déplacées. Face à la prolifération des activités des groupes armés - dont les principaux sont le Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (JNIM), affilié à Al-Qaïda, et la province du Sahel de l'État islamique (IS-Sahel) -, les gouvernements nationaux et certains de leurs partenaires internationaux ont souvent eu recours à des approches militarisées et antiterroristes pour lutter contre les insurrections.

Toutefois, ces mesures n'ont pas réussi à enrayer la propagation de la violence et les tactiques parfois musclées utilisées ont souvent soulevé les populations. Les groupes djihadistes ont utilisé ce sentiment d'aliénation, ainsi que la coercition pure et simple, pour étendre leur contrôle et leur influence sur les communautés (principalement) rurales. Entre-temps, les trois pays de la région ont connu, depuis 2020, des coups d'État où des factions militaires ont renversé des dirigeants civils démocratiquement élus.



Carte 1 : Ressources naturelles et conflits - à mettre à jour ▼



Si ces juntes militaires ont déclenché un changement dans les partenariats internationaux, elles ont également conduit à un redoublement des approches militarisées souvent contre-productives. La situation exige plus que jamais des approches alternatives qui s'attaquent à certaines des causes profondes du conflit. Ces causes profondes comprennent les différends relatifs à la gestion des terres et de l'eau, à l'utilisation des zones agricoles et des pâturages, ainsi qu'à l'exploitation des ressources minérales et des zones protégées.

Ces causes profondes sont également exacerbées par les effets du changement climatique, qui sont particulièrement graves dans la région. Il s'agit notamment de l'augmentation des températures, le climat déjà chaud devant dépasser les températures préindustrielles d'au moins 3°C d'ici 2050,¹ ainsi que des précipitations de plus en plus incertaines,² et des phénomènes météorologiques extrêmes tels que les sécheresses et les inondations. Les communautés ayant des stratégies de subsistance différentes, elles sont affectées différemment par le changement climatique et la dégradation des ressources et ont tendance à utiliser une variété de mécanismes d'adaptation, qui peuvent parfois s'opposer et alimenter les conflits.

¹ PNUD. Document de projet : Mécanisme de Stabilisation pour la Région du Liptako Gourma. 2021. Disponible à l'adresse : https://info.undp.org/docs/pdc/Documents/R11/20210813%20eSigned%20-%20FINAL%20DOC%20PROJET%20SATABILISATION_VF.pdf

² SIPRI. Risques sécuritaires liés au climat et consolidation de la paix au Mali". 2021. Disponible à l'adresse : <https://www.sipri.org/sites/default/files/2021-04/sipripp60.pdf>

En raison des crises combinées du climat et de la sécurité, la gestion des ressources naturelles essentielles à la subsistance, en particulier les terres, les sources d'eau, les zones minières et les forêts, sous-tend et exacerbe les conflits violents locaux et transfrontaliers. Cela est particulièrement vrai lorsque les autorités nationales et/ou locales et traditionnelles sont moins présentes et/ou n'ont pas la légitimité nécessaire pour prévenir et arbitrer les conflits liés aux ressources. Dans ces cas, les résultats sont souvent favorables aux détenteurs d'armes, au détriment des groupes marginalisés.

En conséquence, le Liptako Gourma fait souvent l'expérience d'une gestion des ressources naturelles "négative pour la paix" qui exacerbe les conflits et la dégradation de l'environnement. Un exemple en est la tendance à promouvoir la sédentarisation d'éleveurs auparavant nomades,³ ainsi que la favorisation des agriculteurs dans les conflits sur les ressources, motivée par l'accent mis sur la production agricole de masse.⁴

La gestion militarisée des parcs naturels - la Réserve partielle de faune dite des Eléphants du Gourma et la Réserve Partielle de Faune d'Ansongo-Ménaka dans l'Est du Mali et la Réserve Sylvo-Pastorale et de Faune partielle du Sahel dans le Nord du Burkina Faso - est un autre exemple de GRN négatif pour la paix. En effet, alors que les efforts de conservation sont relativement rares - certains de ces parcs ont été décrits comme des "parcs de papier" - ou inexistant sur le terrain,⁵ les zones qu'ils couvrent sont souvent devenues des repaires pour les groupes armés et les trafiquants,⁶ ce qui conduit à des réponses militarisées contre le terrorisme,⁷ avec des conséquences négatives à la fois pour les utilisateurs des ressources naturelles et pour la biodiversité.

La "ruée vers l'or" non réglementée de l'exploitation minière artisanale a des effets négatifs évidents sur la disponibilité des ressources naturelles et la qualité de l'environnement, qu'il s'agisse de la pollution des sols et de l'eau par le mercure, de la déforestation, des violations des droits de l'homme ou du commerce illicite. L'implication croissante des groupes armés dans le secteur minier informel - taxant ou, dans certains cas, gérant directement les mines - a créé un contexte propice à l'extorsion et aux conflits, ce qui a conduit le Burkina Faso à interdire l'exploitation minière artisanale dans ses régions septentrionales.

L'effondrement de la gouvernance signifie que les ressources naturelles sont utilisées moins efficacement, la dégradation des terres et de l'eau entraînant un manque de fourrage pour les éleveurs, une baisse des rendements agricoles, des épidémies de bétail plus fréquentes, etc.⁸ De même, la disponibilité et la qualité de l'eau sont affectées par des pratiques non durables et par la mal adaptation - un processus d'adaptation au changement climatique qui entraîne une aggravation de la vulnérabilité globale. Par exemple, les agriculteurs qui utilisent des engrais pour faire face à la détérioration des perspectives de croissance finissent par dégrader la qualité des sols et par polluer les rivières de pêche.⁹

Enfin, le secteur minier fait l'objet de conflits fréquents, opposant les sociétés minières privées à la population locale et aux mineurs artisanaux, d'une part, et les travailleurs locaux aux mineurs migrants, d'autre part. Les difficultés qui en résultent pour les moyens de subsistance des populations exacerbent les vulnérabilités, favorisent le ressentiment, encourageant les moyens de subsistance illicites comme mécanisme de survie, et même le recrutement par des groupes extrémistes ou d'autodéfense.

3 Gareyane, M. 'La sédentarisation des nomades dans la région de Gao. Révélateur et déterminant d'une crise multidimensionnelle au Nord Mali'. 2008. Disponible à l'adresse : https://scd-resnum.univ-lyon3.fr/out/theses/2008_out_gareyane_m.pdf

4 International Crisis Group. "Le Sahel central : théâtre de nouvelles guerres climatiques ? 2020 Disponible à l'adresse : <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/b154-le-sahel-central-theatre-des-nouvelles-guerres-climatiques>

5 Kabore, A. 'Brousse des uns, aire protégée des autres - Histoire du peuplement, perceptions de la nature et politique des aires protégées dans le Gourma burkinabè : l'exemple de la Réserve partielle de faune de Pama'. 2010. disponible à l'adresse suivante : https://www.adap.ch/wp-content/uploads/2017/12/Kabore_these_2010-1.pdf

6 HCR. " Note sur la situation actuelle dans la commune d'Inates-Tillabéri, Niger, août 2019 ". 2019. Disponible à l'adresse : <https://reliefweb.int/report/niger/note-sur-la-situation-actuelle-dans-la-commune-d-inates-tillab-ri-niger-ao-t-2019>

7 ONUDC. Curriculum de formation à l'attention des écoles de formation judiciaire et d'application à la loi : Lutte contre le terrorisme au Mali. 2018. Disponible à l'adresse : <https://pcjs-sahel.org/wp-content/uploads/2019/03/Mali-Curriculum-de-formation-jan-2018.pdf>

8 La zone frontalière du Liptako Gourma est particulièrement touchée par la péripneumonie contagieuse bovine et la pasteurellose. Groupe de Travail Régional pour la Résilience du Système des Nations Unies en Afrique Centrale et de l'Ouest, Groupe de travail de Préparation et Réponse aux Urgences (EPR) et Unité Crises et Fragilité de l'OCDE. Analyse préliminaire des risques, des vulnérabilités et des actifs de résilience dans la région du Liptako-Gourma. 2019. Disponible à l'adresse : https://www.food-security.net/wp-content/uploads/2019/04/Liptako-Gourma-Diagnostic-27fev_FINAL.pdf

9 Nagarajan, C. et al. Weathering Risk climate, peace and security assessment : Mali. adelphi. 2022. Disponible à l'adresse : <https://weatheringrisk.org/sites/default/files/document/Climate%2C%20peace%20and%20security%20assessment%20Mali%20Full%20Report.pdf>

1.2 Gestion des ressources naturelles pour une paix durable dans le Liptako Gourma

Compte tenu des liens étroits entre la gestion des ressources naturelles et le conflit dans le Liptako Gourma, il existe une opportunité majeure pour une gestion des ressources naturelles "positive pour la paix" de soutenir la paix et la réconciliation dans la région.

La gestion des ressources naturelles "positive pour la paix" est une approche et une pratique qui créent intentionnellement des mécanismes pour résoudre les griefs concernant la propriété ou l'accès aux ressources naturelles sans recourir à la violence. Ces mécanismes mettent explicitement l'accent sur la paix dans leur conception, en veillant à ce qu'ils aillent au-delà de la minimisation des impacts négatifs sur les conflits, en promouvant délibérément la résolution pacifique des conflits et la cohésion sociale.

Dans ce contexte, une gestion des ressources naturelles favorable à la paix peut contribuer à garantir :

- 1 Le retour négocié et progressif de l'État dans des zones où la communauté locale se méfie de sa présence ;
- 2 Les différends font l'objet d'une médiation au niveau local - y compris par les autorités coutumières/traditionnelles - et ne dégénèrent pas en affrontements violents/armés de plus grande ampleur ;
- 3 Un cadre réglementaire plus efficace permet de minimiser les effets négatifs des projets de gestion des ressources naturelles sur les conflits et de maximiser les effets positifs sur la paix et la stabilité ;
- 4 Les parties prenantes ont confiance dans l'équité et la transparence des processus de gestion des ressources naturelles,
- 5 Que les efforts de médiation locaux s'accompagnent de "dividendes de la paix" concrets liés aux ressources, en termes d'avantages que les communautés locales tirent d'un contexte plus pacifique, tels qu'un accès plus sûr à la terre et à l'eau. Ces dividendes de la paix peuvent contribuer à encourager les parties prenantes à respecter les termes des accords de médiation.

Certaines approches positives de la paix sont déjà mises en œuvre dans la région, qu'elles soient explicitement conçues comme positives pour la paix ou qu'elles contribuent à la paix en tant qu'avantage supplémentaire. Elles nous éclairent sur les meilleures pratiques à mettre en œuvre et les pièges à éviter.

La terre

Plusieurs organisations sont actives dans la promotion d'une gestion plus durable et inclusive des terres. En particulier, les Commissions Foncières (COFO) aident les communautés à résoudre les problèmes de propriété foncière dans plusieurs localités du Liptako Gourma. Dans les communautés où elles fonctionnent correctement, elles jouent un rôle clé dans l'harmonisation du droit étatique centralisé et des cadres juridiques coutumiers. Les COFO sont soutenues par plusieurs organisations, de l'Association des Organisations Professionnelles Paysannes (AOPP, Mali) et l'Initiative Malienne d'Appui au Développement Local (IMADEL, Mali) (qui mettent en place les COFO) à l'Observatoire National du Foncier (ONF, Burkina Faso) qui soutient l'élaboration collective des Chartes Foncières. D'autres organisations telles que la Haute Autorité de la Consolidation de la Paix (HACP, Niger) renforcent les capacités des autorités judiciaires et des utilisateurs des terres à appliquer correctement le droit foncier,¹⁰ et les capacités des gestionnaires des terres à prévenir les conflits en concevant des plans d'utilisation des terres inclusifs et en utilisant des technologies pour une gestion équitable des terres (ONF).¹¹

¹⁰ HACP (2023) Note Pratique L'expérience de la HACP en matière d'approches environnementales de la paix : de l'"approche globale" de la paix aux "infrastructures de paix" et "accords sociaux" et le cas particulier de l'accord du 23 janvier 2023 à Banibangou, région de Tillabéry.

¹¹ ONF (2023) Elaboration d'une charte foncière locale dans le cadre de la préservation et de l'exploitation pacifique et harmonieuse des ressources naturelles.

La transhumance



La gestion de la transhumance transfrontalière est un autre aspect important de la gestion des ressources naturelles dans le Liptako Gourma, avec des implications significatives pour la stabilité de l'ensemble de la région. Plusieurs organisations soutiennent ce processus, en particulier le Réseau Bilital Maroobé (couvrant le Burkina Faso, le Mali et le Niger), qui promeut le maintien et la préservation des itinéraires de transhumance ainsi que la gestion inclusive des ressources le long de ces itinéraires. L'organisation Conseil régional des chefferies traditionnelles et coutumières du Sahel (CRCCT, Burkina Faso) se concentre sur la résolution des conflits liés aux ressources dans le contexte de la transhumance.¹² D'autres activités prometteuses comprennent la coordination internationale de "fenêtres" au cours desquelles les éleveurs peuvent parcourir librement les pâturages, ainsi que la formalisation des couloirs de transhumance.

L'eau



Étant donné la vulnérabilité de la région à la sécheresse et aux inondations, la gouvernance de l'eau est essentielle à une gestion des ressources naturelles favorable à la paix. La gestion de la plaine du fleuve Sourou au Mali et au Burkina Faso en est un exemple :¹³ Afin de surmonter les défis de la violence et de la gouvernance fragmentée dans le plan du fleuve Sourou au Mali, les autorités locales ont créé l'Inter collectivité du Sourou, qui englobe 26 municipalités. Cet organisme a simultanément élaboré un programme de développement intégré et durable - définissant des actions concrètes pour mettre en œuvre les objectifs de développement durable (ODD) de manière adaptative - ainsi qu'une évaluation environnementale stratégique complète, qui aborde les questions de développement durable. Les deux processus ont été conçus de manière inclusive, avec une grande diversité de participants, y compris des jeunes, des femmes et des personnes âgées, ainsi que des représentants de toutes les professions et de tous les secteurs actifs au niveau communal. Un Comité Transfrontalier de Gestion Intégrée des Ressources en Eau du Bassin du Sourou a également été créé en 2012, pour gérer les ressources en eau entre les acteurs du Bassin du Sourou, promouvoir et financer le développement et la restauration de ces ressources à l'échelle du Sourou, favoriser la synergie et la coopération avec d'autres organismes de gestion de l'eau, fournir des informations et des conseils sur tous les projets en cours d'exécution dans le Bassin. Plus de dix ans plus tard, cet accord est considéré comme une réussite par les deux pays et par certaines organisations comme un exemple de coopération efficace.

Exploitation minière



Les organisations de femmes mineures sont le fer de lance de la lutte contre la fraude et le blanchiment d'argent au Mali :¹⁴ la Fédération malienne des femmes mineurs (Femima) travaille avec la cellule nationale de renseignement financier et le procureur national antiterroriste pour mettre en place un système de signalement des soupçons de blanchiment d'argent par le biais du commerce de l'or. Dans le même temps, l'Association malienne des femmes minières (Afemine) crée des points de contact communautaires pour alerter sur le blanchiment d'argent. L'Afemine préconise la création de bourses de l'or directement sur les sites d'exploitation artisanale et à petite échelle afin de mieux réglementer la commercialisation de l'or et de stigmatiser la fraude et le blanchiment d'argent. Malheureusement, ni Afemine, ni Femima, ni les autorités maliennes n'ont les moyens de visiter physiquement ces sites et d'exercer un contrôle.

¹² CRCCT (2023) Cas pratique de Gestion de Conflit pouvant servir de références pour la paix, la médiation, dans le cadre d'une Gouvernance environnementale

¹³ Molenaar, F. et Nooteboom, S. Améliorer la gestion décentralisée des ressources naturelles au Sahel Le cas de la plaine du Sourou au Mali. 2020. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.jstor.org/stable/pdf/resrep25682.pdf>

¹⁴ OCDE. 2018. L'or à la croisée des chemins : Évaluation des chaînes d'approvisionnement de l'or produit au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Disponible à l'adresse : <https://mneguidelines.oecd.org/Assessment-of-the-supply-chains-of-gold-produced-in-Burkina-Faso-Mali-Niger.pdf>

Forêts et conservation



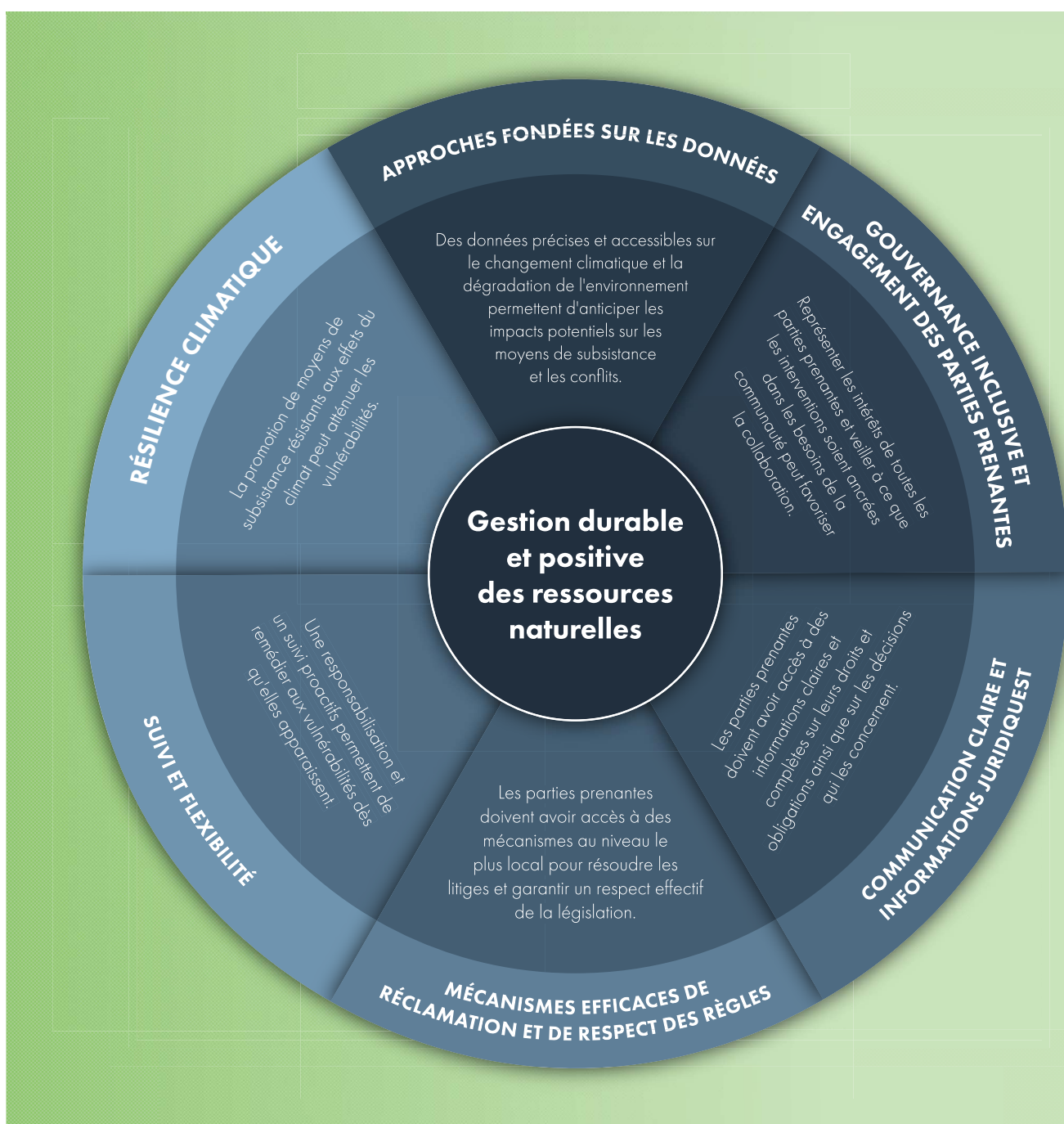
Bien qu'il n'y ait pas beaucoup de preuves d'efforts concrets de conservation dans les réserves d'Ansongo-Ménaka (Mali) et du Sahel (Burkina Faso) - cette dernière étant décrite comme n'existant que sur papier par un auteur¹⁵ - un effort qui se distingue est la conservation communautaire des éléphants dans la réserve de Gourma au Mali, promue par le Mali Elephant Project, un projet de consortium de la fondation américaine WILD, de l'organisation kenyane Save the Elephants et de l'organisation britannique Environment and Development Group. Partant du constat que les facteurs économiques et sociaux encouragent une utilisation désordonnée des ressources naturelles et une concurrence accrue entre les hommes et entre les communautés et les éléphants, le projet met l'accent sur l'appropriation locale et les solutions de terrain qui régénèrent les écosystèmes tout en améliorant les moyens de subsistance. Ces solutions ont pris la forme d'une stigmatisation communautaire du braconnage en tant que "vol", d'une protection participative des forêts et d'opérations de lutte contre le braconnage limitées et basées sur la communauté. En conséquence, plus de 8 000 000 acres d'habitat ont bénéficié d'une protection renforcée et d'une restauration pour plus de 250 éléphants.



15 Kabore (2010)

2. Principes pour une gestion des ressources naturelles favorable à la paix

Alors que les initiatives de gestion naturelle positive pour la paix donnent déjà des résultats dans le Liptako Gourma, il existe un potentiel important pour étendre l'approche. Ce faisant, les principes énoncés dans l'infographie suivante pourraient contribuer durablement à l'instauration d'une paix durable dans la région.



3. Points d'entrée pour la gestion positive de la paix des ressources naturelles clés

Malgré les difficultés rencontrées dans la région, les gouvernements, les communautés locales et la communauté internationale du Liptako Gourma disposent de points d'entrée pour mettre ces principes en pratique.

3.1

Approches fondées sur les données

Les données sur la dégradation de l'environnement et le changement climatique aident les acteurs à mieux comprendre comment les ressources sont susceptibles de changer et à anticiper les impacts potentiels sur les moyens de subsistance et les conflits. Par exemple, les données peuvent aider à :

- Informer les réformes du régime foncier et des itinéraires de transhumance, qui nécessitent une connaissance détaillée des ressources et des problèmes présents et de leur évolution à court et à long terme ;
- S'attaquer aux problèmes nationaux et régionaux liés aux ressources naturelles, qui peuvent aller des épidémies de bétail à la déforestation et à l'érosion ; et,
- Prévision des phénomènes météorologiques extrêmes tels que les sécheresses et les restrictions qui en découlent pour l'accès aux ressources, comme la limitation des droits d'utilisation de l'eau ou des déplacements du bétail, des sécheresses aux tempêtes.

3.2

Gouvernance inclusive et engagement des parties prenantes

Garantir les intérêts de toutes les parties prenantes - en particulier les personnes vulnérables et socialement marginalisées - peut favoriser une gestion collaborative et plus efficace. La gouvernance inclusive peut être assurée par

- Inclure un large éventail de parties prenantes dans les réformes des régimes fonciers, des systèmes d'utilisation de l'eau et des dispositions pastorales afin que leurs intérêts, griefs et vulnérabilités soient pris en compte pour éviter d'enraciner les inégalités existantes et d'aggraver les vulnérabilités ;
- Soutenir les COFO et autres dispositifs communaux de gestion des ressources naturelles afin d'inclure toutes les parties prenantes concernées dans leur juridiction ;
- Concevoir de nouveaux accords de conservation d'une manière inclusive basée sur la communauté pour aider à promouvoir l'appropriation locale, l'autonomisation économique et la lutte contre le braconnage qui est responsable et respectueuse des droits de l'homme¹⁶ ; et,
- Donner aux communautés les moyens de participer aux mécanismes de gestion des ressources naturelles tels que la surveillance communautaire, l'alerte précoce et les initiatives de conservation.

¹⁶ IISD. Conservation sensible aux conflits : Manuel du praticien. 2009. Disponible à l'adresse : <https://www.iisd.org/publications/guide/conflict-sensitive-conservation-practitioners-manual>

3.3 Des communications claires et des informations juridiques

Les parties prenantes doivent avoir accès à des informations claires et complètes sur leurs droits et obligations, ainsi que sur les décisions qui les concernent. Il s'agit notamment de

- Sensibilisation aux droits existants et nouveaux concernant l'accès aux ressources naturelles et leur utilisation, par exemple, grâce à un enregistrement des droits fonciers plus efficace, transparent et inclusif et à un accès à l'information sur la tenure ; et,
- Veiller à ce que les processus de réforme, qu'il s'agisse des nouvelles frontières ou des modalités d'utilisation des ressources, soient clairement expliqués aux parties prenantes.

3.4 Mécanismes efficaces de réclamation et de respect des règles

Les parties prenantes doivent avoir accès à des mécanismes permettant de résoudre les conflits et de garantir le respect des règles de manière efficace et pacifique. Les points d'entrée dans ce domaine peuvent être les suivants :

- Mettre en place ou renforcer des mécanismes tels que les COFO et les comités de transhumance pour traiter efficacement les litiges fonciers et les griefs résultant de la transhumance et d'autres activités économiques ;
- Veiller à ce que les projets de développement ayant un impact sur les ressources naturelles, y compris les initiatives transfrontalières, soient conçus dans un esprit de collaboration et de participation et qu'ils soient dotés de solides mécanismes de règlement des griefs afin de ne pas exacerber les vulnérabilités et les griefs locaux ou les tensions régionales ;
- Veiller à ce que les grandes sociétés minières respectent les normes ESG et mettent en place des lignes directes anti-corruption et d'autres mécanismes de signalement, et à ce que leurs opérations soient menées en tenant compte des conflits,
- Soutenir la formalisation du secteur minier artisanal et promouvoir les normes de sécurité.

3.5 Suivi et flexibilité

Les responsables des initiatives de GRN ont tout à gagner d'une bonne compréhension du contexte et des mesures qui préviennent la violence de manière proactive et permettent de rendre des comptes et d'assurer un suivi afin de remédier aux vulnérabilités au fur et à mesure qu'elles se manifestent. Cela peut impliquer

- La conception d'interventions sensibles aux conflits et fondées sur une connaissance détaillée des acteurs et de la dynamique des conflits peut contribuer à minimiser les effets négatifs et à maximiser les effets positifs sur les conflits, la paix et la stabilité ; et,
- L'utilisation de systèmes d'alerte précoce pour détecter et résoudre rapidement les différends ou les griefs concernant les ressources naturelles peut empêcher qu'ils ne dégénèrent en conflits régionaux.

3.6 Résilience climatique

La promotion de pratiques de subsistance qui résistent au changement climatique peut contribuer à atténuer la vulnérabilité dont ils peuvent souffrir.

- Former les utilisateurs des ressources aux pratiques agropastorales résilientes au climat et à la gestion des points d'eau, telles que les synergies traditionnelles entre les communautés pastorales et agricoles (fertilisation des champs par le bétail, fourniture de fourrage...), avec l'avantage supplémentaire d'accroître la cohésion sociale ; et,
- Introduire avec précaution de nouvelles pratiques et technologies telles que l'agroécologie, les cultures résistantes à la sécheresse et les nouveaux itinéraires de transhumance.

4. Autres lectures

CDA Collaborative Learning Projects (2022) Sensibilité aux conflits dans la gouvernance foncière :

Le cadre Do No Harm et d'autres outils pour les praticiens des activités foncières.

https://www.cdacollaborative.org/wp-content/uploads/2022/03/Final_Conflict-Sensitivity-in-Land-Governance_March-30.pdf

IISD (2022) Illicit Financial Flows and Conflict in Artisanal and Small-Scale Gold Mining (Flux financiers illicites et conflits dans l'exploitation minière artisanale et à petite échelle de l'or) : Burkina Faso, Mali et Niger.

<https://www.iisd.org/system/files/2022-09/illicit-financial-flows-conflict-artisanal-small-scale-gold-mining.pdf>

Lymmouri, R. (2020). Mobilité et conflit au Liptako-Gourma.

<https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2020/05/Liptako-Gourma-Study-March-2019-WEB.pdf>

Réseau Billital Maroobé (2021) A l'écoute des éleveurs en Afrique de l'Ouest et au Sahel :

Quel avenir pour le pastoralisme dans un contexte d'insécurité croissante ?

<https://www.inter-reseaux.org/wp-content/uploads/Edited-Report-Patoralism-and-Insecurity-in-the-Sahel-and-West-Africa-RBM.pdf>

Stacey, B. (2022). La fragilité environnementale au Sahel.

https://www.oecd.org/dac/Environmental_fragility_in_the_Sahel_perspective.pdf

Molenaar, F. et Nooteboom, S. (2020)

Improving decentralised natural resource management in the Sahel The case of the Sourou river plain in Mali.

<https://www.jstor.org/stable/pdf/resrep25682.pdf>

IISD (2022) Flux financiers illicites et conflits liés à l'extraction d'or artisanale et à petite échelle :

le cas du Burkina Faso, du Mali et du Niger.

<https://www.iisd.org/system/files/2023-05/illicit-financial-flows-conflict-artisanal-small-scale-gold-mining-fr.pdf>

Lymmouri, R. (2020) Mobilité et conflit dans le Liptako-Gourma.

<https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2020/05/Liptako-Gourma-Study-FRENCH-Mars-2020-WEB.pdf>

OCDE (2018) L'or à la croisée des chemins - Étude d'évaluation des chaînes d'approvisionnement en

or produit au Burkina Faso, au Mali et au Niger.

<https://mneguidelines.oecd.org/etude-devaluation-chaines-dapprovisionnement-en-or-au-burkina-faso-au-mali-et-au-niger.htm>

Réseau Billital Maroobé (2021). Quel avenir pour le pastoralisme face à l'insécurité et ses impacts ?

<https://www.maroobe.com/images/DOCS/Rapport%20Etude%20-Avenir%20du%20pastoralisme%20face%20%C3%A0%20l'ins%C3%A9curit%C3%A9%20-RBM.pdf>



EUROPEAN
INSTITUTE
OF PEACE

European Institute of Peace (EIP)
Rue des Deux Eglises 25
1000 Brussels, Belgium

www.eip.org
info@eip.org



TrustWorks
Global

TrustWorks Global
Rue de l'Évêché, 1
Geneva 1204, Switzerland

www.trustworksglobal.com
info@trustworksglobal.com